Arrestation de trois employés d'une ONG étrangère au Burundi

@rib News,Â 11/10/2018Â â€“ SourceÂ AFP Trois employÃ©s de l'International Rescue Comittee ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s mercr l'ouest du Burundi pour avoir violÃ© l'interdiction de travailler frappant les ONG Ã©trangÃ¨res dans ce pays depuis le 1er octobre, ont annoncÃ© jeudi les autoritÃ©s burundaises.

"Hier Ã 14H30 (12H30 GMT), sur l'information de l'administration, la police de Muyinga a surpris trois agents de l'IRC au travail alors qu'on a interdit le travail des ONG", a annoncÃ© Ã la presse le porte-parole du ministÃ¨re de la SÃ©curitÃ© publique, Pierre Nkurikiye. "Tous Ã©taient au service sans dÃ©rogation spÃ©ciale, ils sont sous interrogatoire", a-t-il prÃ©cisÃ© ajoutant que ces trois employÃ©s, un Congolais et deux Burundais, ont Ã©tÃ© arrÃªtÃ©s aux bureaux de l'IRC Ã Muyinga. Les arrestations ont Ã©tÃ© confirmÃ©es de sources diplomatique et administrative. L'IRC, une des plus importantes ONG Ã©trangÃ¨res au Burundi, n'a pas souhaitÃ© commenter l'information. Le Conseil national de sÃ©curitÃ© du Burundi a dÃ©cidÃ fin septembre de suspendre pendant trois mois les activitÃ©s des ONG Ã©trangÃ¨res dans le pays, jusqu'Ã ce qu'elles mettent en application une nouvelle loi contrÃ´lant strictement leurs opÃ©rations dans le pays. Ces ONG peuvent reprendre le travail si elles signent et dÃ©posent quatre documents prÃ©parÃ©s par le pouvoir burundais, a plus tard prÃ©cisÃ© le ministre de l'IntÃ©rieur Pascal Barandagiye, notamment un engagement leur imposant de placer le tiers de leur budget sur un compte ouvert Ã la banque centrale. Les ONG qui ne seront pas en rÃ¨gle au bout de ces trois mois seront "radiÃ©es dÃ©finitivement", a menacÃ© le ministre. Jusqu'Ã prÃ©sent, seules 4 ONG Ã©trangÃ¨res sur les quelque 130 recensÃ©es dans le pays avaient dÃ©jÃ dÃ©posÃ© les documents exigÃ©s, selon le ministÃ¨re de l'IntÃ©rieur. Les ONG Ã©trangÃ¨res, qui se concertent pour apporter une rÃ©ponse commune, selon une source humanitaire, sont rÃ©ticentes Ã signer le document sur la rÃ©glementation financiÃ¨re, qui les mettrait sous le contrÃ´le direct du pouvoir, ainsi qu'un autre sur les Ã©quilibres ethniques parmi leurs employÃ©s locaux. Selon cette mÃªme source, ces arrestations "sont sans doute un signal lancÃ© aux ONG pour leur dire que le gouvernement est dÃ©cidÃ© Ã faire respecter sa dÃ©cision". Un haut responsable burundais a pour sa part indiquÃ© sous couvert de l'anonymat que l'effet de la suspension des ONG Ã©trangÃ¨res se fait sentir dans ce pays parmi les plus pauvres au monde oÃ¹ entre 50 et 80% de l'aide internationale passe par ces organisations. Le Burundi est en crise depuis que le prÃ©sident Pierre Nkurunziza a annoncÃ© en avril 2015 sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ©. Sa rÃ©Ã©lection en juillet de la mÃªme annÃ©e a dÃ©clenchÃ© une cris a fait au moins 1.200 morts et dÃ©placÃ© plus de 400.000 personnes. Ces violences ont poussÃ© la Cour pÃ©nale internationale (CPI) Ã ouvrir une enquÃªte.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});